



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2026-2-16/2026-2-28]

**Edición quincenal,
por Luc de l'Arbre**

Lundi 16 février.

Des habitants du Sud-Kivu souhaitent voir les accords de Washington et de Doha contribuer au retour de la paix. Ces Sud-Kivutiens constatent qu'un an après l'entrée des forces rebelles, la situation est loin de s'améliorer dans leur province, où les belligérants continuent de renforcer leurs positions sur le front. Les Fardc, soutenues par les Wazalendo, se battent contre les groupes armés Twirwaneho–Gumino–Android alliés à l'AFC–M23–RDF dans les hauts plateaux des territoires de Fizi et de Mwenga. Un an après la prise de Bukavu, la population se souvient encore de la manière dont la ville était tombée entre les mains des rebelles sans la moindre résistance. Les forces de sécurité de la République avaient abandonné la ville un jour avant l'arrivée des rebelles. Depuis lors, le calvaire des habitants s'accroît chaque jour. Le 16 février 2025, toute la ville de Bukavu était plongée dans une psychose indescriptible. Des armes abandonnées entre les mains de mineurs civils crépitaient de part et d'autre, dans tous les coins et recoins de la ville.

Ituri : un mort et d'importants dégâts après des pluies violentes dans plusieurs localités. Les intempéries ont entraîné la mort par noyade d'un élève de l'Institut technique médical d'Angumu, vendredi dernier. Le jeune étudiant se trouvait sur le lac Albert lorsqu'un vent violent s'est soudainement levé, renversant son embarcation. Plusieurs zones ont été frappées de plein fouet, notamment Komanda et la chefferie de Mokambo. À Aungba, des centaines d'élèves sont privés de classes. Les vents ont arraché les toitures de plusieurs infrastructures scolaires, y compris la salle polyvalente d'un institut local. Mokambo enregistre les dégâts matériels les plus importants. À Komanda, des abris de déplacés ont été détruits, exposant les familles (en majorité des femmes et des enfants) aux intempéries et aux risques sanitaires. Face à l'ampleur des dégâts, la protection civile appelle le gouvernement et les partenaires humanitaires à l'aide.

Muanda : 30 corps non réclamés inhumés grâce à l'opération « zéro cadavre » à la morgue. Il s'agit principalement des corps de personnes souffrant de troubles mentaux, de nouveau-nés, de personnes sans famille, et de certains Congolais revenus d'Angola pour des raisons de santé et décédés à Muanda. Les dépouilles ont été inhumées au cimetière de Makayisamba, lors d'une cérémonie supervisée par l'administrateur du territoire adjoint de Muada. L'opération reste loin d'être terminée : une trentaine d'autres corps se trouvent encore dans cette morgue dont la capacité maximale est de 40 corps. Faute d'espace, l'hôpital n'est plus en mesure d'accueillir de nouvelles dépouilles.

Le Collectif du 16 février prêche la non-violence pour une paix durable en RDC. Membre du Collectif du 16 février, l'Abbé José Mpundu a insisté sur la mise en œuvre de cette valeur, lors de la commémoration de la journée du 34 e anniversaire des martyrs de la démocratie, à Kinshasa. Il encourage la tenue d'un dialogue inclusif pour une paix durable à travers le pays, gage de tout développement. Il estime que 34 ans après, la marche du 16 février 1992 reste une leçon de démocratie et preuve de l'importance d'une lutte non-violente à travers le pays. Pour lui, cette marche est une victoire du peuple pour avoir balisé la voie de la démocratie en RDC alors République du Zaïre. Il estime qu'il faut



reprendre cette marche en se dépouillant des antivaleurs comme la haine, la division et en faisant la promotion de l'amour, de la fraternité et de l'unité pour tracer la voie du développement.

Marche de l'espoir : de la conquête de la démocratie à une répression sanglante, 34 ans déjà ! Le 16 février 1992, des milliers de manifestants, chrétiens catholiques, protestants et orthodoxes, descendaient dans les rues de Kinshasa lors de ce qui était appelé la "marche de l'espoir". Leur objectif : réclamer la réouverture de la Conférence nationale souveraine, suspendue un mois plus tôt par le Premier ministre de l'époque. La CNS, ouverte le 7 février 1991, visait à établir les bases d'une transition démocratique au Zaïre, évaluant sans complaisance la situation politique du pays afin de tracer le chemin vers la démocratie et le changement social. Sa fermeture, le 19 janvier 1992, avait été justifiée par le Premier ministre par le coût élevé des travaux et la surreprésentation de certaines provinces parmi les délégués. Face à cette décision, intellectuels et prêtres catholiques avaient mobilisé la population pour une manifestation pacifique, malgré l'interdiction des autorités. Chaque manifestant a été invité à ramener une bougie, un rameau ou un chapelet. Dans les rangs des manifestants, si les chrétiens sont très représentés, la marche réunit toutes les confessions. **Une répression sanglante.** La marche a été dispersée dans une violence inouïe. Les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur les manifestants, avec des tirs à bout portant. L'archidiocèse de Kinshasa a publié une liste de seize blessés graves et de vingt et une personnes mortes par balle, mais les organisations de défense des droits humains, telles que la Voix des Sans-Voix pour les droits de l'Homme (VSV), évoquent au moins 35 victimes, tandis que d'autres sources non officielles avancent la centaine. Dans plusieurs quartiers, des manifestants tentant de se réfugier dans les églises ont été poursuivis et agressés par les forces armées. D'après les témoignages de l'époque, pendant que les policiers postés en première ligne ouvraient le feu sur les manifestants, d'autres éléments placés en retrait s'empressaient à récupérer et à dissimuler les corps. Cette méthode a complètement bouleversé le décompte des victimes de ce 16 février 1992. (Actualité.CD)

Mardi 17 février.

La Zambie expulse plus de 80 ressortissants congolais. Ces personnes sont accusées de séjour irrégulier en Zambie. Les autorités zambiennes indiquent que plus de 170 personnes de différentes nationalités sont soupçonnées d'être en situation irrégulière. Parmi elles figurent plus de 80 Congolais dont des réfugiés. L'opération, appuyée par d'autres services de sécurité zambiens, a ciblé plusieurs quartiers de Ndola. À l'issue des vérifications : 15 réfugiés d'origine congolaise ont été relocalisés de force vers les camps de réfugiés de Meheba, en Zambie ; 10 adultes congolais et 26 mineurs sans papiers ont été expulsés via le poste frontalier de Sakania ; d'autres Congolais, qui auraient étudié en Zambie sans titre de séjour valide, ont été invités à quitter le pays. Cinq ressortissants congolais demeurent en détention, en attendant la poursuite de l'enquête et d'éventuelles actions judiciaires. Le département de l'immigration zambien rappelle que tous les étrangers résidant en Zambie doivent se conformer strictement aux lois migratoires.

RDC: le FMI dénonce une explosion de la masse salariale dans l'administration qui fragilise les finances. Trois secteurs concentrent l'essentiel des dépenses. L'Éducation et la Santé, avec la régularisation de la paie de milliers d'agents. Il y a aussi la Justice avec des magistrats qui ont non seulement vu leur effectif augmenter mais aussi leurs salaires. Le secteur sécuritaire n'est pas en reste. La conséquence, c'est une rigidité budgétaire qui réduit la capacité de l'État à faire face aux urgences économiques et humanitaires. **Une situation « critique ».** En septembre dernier déjà, la masse salariale dépassait 50 % des recettes courantes, une situation que le gouvernement jugeait lui-même « critique ». Des contrôles biométriques avaient pourtant été annoncés pour traquer les agents fictifs et les doublons. Selon le coordonnateur du Centre de recherche en finances Publiques et développement local, cette année, la masse salariale a encore augmenté de 11 %. « On observe que l'État est devenu l'unique employeur et tout le monde cherche à obtenir un emploi, un matricule. À cela s'ajoute la promotion de manière non organisée, en grade. En parallèle, on note aussi que les recettes publiques ont pratiquement fondu depuis l'exercice 2025. Je pense qu'il faut des mesures courageuses pour assainir les finances publiques », explique-t-il. (RFI)

La Turquie accompagne la RDC dans la restauration de la paix. L'ambassadeur turc en RDC, a présenté le nouvel attaché militaire turc accrédité en RDC et a également salué l'amélioration des coopérations bilatérales en matière de la défense et sécurité entre Kinshasa et Ankara.

Atterrissage symbolique de l'hélicoptère de la MONUSCO à Goma : un signal d'espoir pour la paix en RDC, note Ndeye Khady Lo. Cet atterrissage, le premier après un an d'interruption de l'accès aérien, teste la faisabilité et la sécurité des mouvements. « Nous donnons à cet atterrissage un sens symbolique d'espoir, un signal opérationnel important », explique la porte-parole de la Monusco. Face aux interrogations sur une éventuelle autorisation du M23, elle balaie l'idée de deal ou de contrepartie entre la mission et le M23 : « Il ne saurait y avoir de contrepartie quand la Monusco est impliquée. La mission agit dans le cadre de son mandat et sur la base d'arrangements pratiques visant à



garantir la sécurité.», précisant que les préparatifs ont impliqué Kinshasa et des contacts locaux pour éviter les incidents tragiques.

La confiance, clé du cessez-le-feu. Dans un contexte où la méfiance persiste entre les parties prenantes, la réussite du cessez-le-feu repose largement sur la reconstruction de la confiance mutuelle, comme l'a récemment souligné le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres. « Dans des circonstances comme celles qu'on vit, chaque pas est un pas en avant (...) Pas à pas, on va y arriver. » Le mécanisme de suivi et de vérification vise précisément à réduire les incertitudes par des procédures communes et des constats crédibles. « Il permettra de réduire la méfiance et de réunir tout le monde autour de l'essentiel qui est d'avancer vers la paix. » Dans l'attente d'une normalisation complète de la situation à Goma, cet atterrissage apparaît ainsi comme un geste mesuré mais porteur d'espoir, dans un processus encore fragile.

Des médecins membres du SYLIMED décrètent un mouvement de grève. Devant la presse, leur secrétaire général, a détaillé leurs principaux desiderata : la mécanisation, l'alignement de plus de 2 000 médecins sur la liste de paie, les montées en grade ainsi que d'autres revendications. Ces médecins jugent anormal qu'un agent de santé puisse exercer pendant 10 à 15 ans sans bénéficier d'une montée en grade. A leurs yeux, cette situation traduit non seulement une mauvaise foi, mais aussi une mauvaise gestion des ressources humaines dans le secteur de la santé en RDC.

Introduction d'un nouveau vaccin antipaludique pour enfants au Kasai-Oriental. Ce vaccin cible les enfants âgés de 6 à 24 mois. Contrairement à une campagne de vaccination ponctuelle, ce vaccin est désormais intégré dans le calendrier de routine et sera administré en quatre doses : au 6 mois, 7 mois, 8 mois et 15 mois. La situation épidémiologique nécessite une action rapide : plus de 15 000 cas de paludisme ont été enregistrés chez les enfants durant les six premières semaines de l'année, entraînant plusieurs décès.

« **Crise humanitaire dans l'Est de la RDC : l'UE débloque 81,2 millions d'euros d'aide d'urgence** », destinée à soutenir les populations déplacées, les réfugiés et les communautés affectées par les violences dans la région des Grands Lacs. La majeure partie de cette aide sera consacrée aux opérations d'urgence à l'intérieur de la RDC, où les combats ont provoqué des déplacements massifs ainsi qu'une pénurie critique de nourriture, d'eau potable et d'abris. Cette initiative intervient alors que plus de 21 millions de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire dans le pays, l'une des crises les plus graves au monde. En mission dans la région, la commissaire européenne à la Gestion des crises, Hadja Lahbib, entend évaluer les besoins prioritaires et plaider pour un accès humanitaire sans entrave.

Walikale : Pour acheminement des produits champêtres vers les centres de consommation, la population lance les travaux d'ouverture de la route de desserte agricole Beach Lowa-Lubilinga. Longue de 35 km, cette route était devenue presque impraticable suite aux érosions, à l'envahissement par la végétation et au manque d'entretien depuis plusieurs années. Les agriculteurs éprouaient d'énormes difficultés pour évacuer leurs récoltes, entraînant souvent des pertes importantes et une baisse des revenus. Munis de houes, machettes, pelles et pioches, les habitants de Batike se sont mobilisés massivement pour démarrer les travaux qui consistent à dégager la route, élargir la voie et construire des petits ponts de fortune sur certains ravins. Pour plusieurs cultivateurs, cette route est un véritable espoir de relance économique. Les acteurs locaux estiment que si la route est entièrement réhabilitée, elle contribuera à réduire les coûts de transport, attirer les commerçants, encourager la production agricole et limiter l'exode rural des jeunes. (Actualité.CD)

Mercredi 18 février.

Au moins 26 otages des ADF libérés après paiement des rançons à Irumu. Ces libérations interviennent dans un contexte où le paiement de rançons est devenu un mode de financement récurrent pour ce groupe armé. Face à la persistance des violences, l'ONG de défense des droits de l'homme CRDH appelle à une intensification des actions militaires. Cette structure citoyenne sollicite également l'identification des réseaux de transfert d'argent utilisés pour les rançons. Des sources concordantes affirment que 52 otages ont été libérés depuis janvier dernier, souvent après paiement, tandis que ceux incapables de payer sont exécutés. La situation sécuritaire reste critique dans la province de l'Ituri avec la découverte de cinq corps d'agriculteurs à Teturi, territoire de Mambasa et le signalement de nouveaux enlèvements.

Le Parquet général près la Cour de cassation ordonne la libération de 125 détenus de Makala. Selon des sources judiciaires, ces prisonniers étaient en détention irrégulière. Le Parquet général près la Cour de cassation affirme avoir agi conformément aux dispositions légales en vigueur, dans le but de faire respecter la loi et de contribuer à la réduction de la population carcérale, qui affecte fortement cette maison d'arrêt.



Plaidoyer pour la prise en charge des enfants sortis des milices à Lubero. Le coordonnateur de l'ONG Fédération intègre pour la reconstruction et le développement estime urgent de conjuguer des efforts afin d'assister les milliers d'enfants concernés par cette situation. Contacté, le chef d'antenne du PDDRC-S à Lubero, précise que certaines activités de prise en charge des enfants sont organisées par l'Unicef, mais reconnaît que les besoins restent immenses.

Près de 8 000 ménages de déplacés bénéficient de l'aide alimentaire du PAM à Oicha. L'Association des Petits Éleveurs, Tanneurs et Maroquinières du Congo, partenaire du PAM, a procédé à la distribution de ces vivres. Les enfants recevront des intrants nutritionnels composés de Plumpy'Doz, tandis que les femmes enceintes et allaitantes bénéficieront de la « super céréale », communément appelée B++. Cette distribution se déroulera en trois cycles : février, mars et avril.

Pollution à Lubumbashi : les communautés affectées réclament 100 millions USD à l'entreprise minière, Congo Dongfang Mining. Cette somme devrait permettre la création d'un centre médical spécialisé, incluant un suivi épidémiologique sur plusieurs générations. Cette amende s'inscrit dans le cadre de la réparation environnementale, visant à restaurer ou compenser les dommages causés, ainsi qu'à assumer la responsabilité sanitaire à long terme. La commission chargée de l'évaluation a clôturé ses travaux, confirmant le déversement par CDM de plus de 2,5 millions de mètres cubes de lixiviat acide dans les zones habitées de Kasapa, Kamatete et Kamisepe.

Des organisations dénoncent le recrutement d'enfants dans les milices au Nord-Kivu. Une dizaine d'organisations du Nord-Kivu appellent les belligérants à cesser le recrutement d'enfants : « Malgré la mobilisation et les efforts fournis, il n'y a pas vraiment de grande différence. Certes, des cas sont dénoncés, certains auteurs sont sanctionnés et les enfants victimes sont pris en charge. Mais jusqu'à présent, l'impact reste insuffisant ».

Est de la RDC: le cessez-le-feu annoncé à Luanda reste sans effet. C'est à midi ce 18 février que devait entrer en vigueur un cessez-le-feu entre le gouvernement congolais et l'AFC/M23. La date et l'heure avaient été annoncées le 9 février à Luanda par le président angolais João Lourenço, à l'issue d'une rencontre avec le président togolais Faure Gnassingbé, médiateur de l'Union africaine, l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo, le président congolais Félix Tshisekedi. Neuf jours plus tard, cette nouvelle tentative s'inscrit dans une série d'initiatives restées sans effet. Dès le lendemain du communiqué du président angolais João Lourenço, le président congolais Félix Tshisekedi déclarait avoir « accepté le principe d'un cessez-le-feu, dans un esprit de responsabilité, d'apaisement et de recherche d'une solution pacifique au conflit ». Mais sur le plan politique et militaire, l'initiative angolaise soulève des questions dans l'opposition et particulièrement du côté de l'AFC/M23. Première question : le statut même de João Lourenço. Il avait été désigné médiateur par l'Union africaine, avant d'être remplacé par le président togolais Faure Gnassingbé lors de la présidence de l'UA. Aujourd'hui, il revient dans un cadre ad hoc réunissant deux chefs d'État en exercice, lui-même et Faure Gnassingbé ainsi que l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo, aux côtés de Félix Tshisekedi, qui est partie au conflit. La nature institutionnelle et la légitimité de cette configuration ne sont pas clairement établies, souligne notamment l'opposant en exil Claudel-André Lubaya. Autre question : l'articulation avec le processus de Doha. À Doha, un cessez-le-feu et un mécanisme de surveillance ont déjà été signés, mais pas respectés. Le lien entre ces engagements et le cessez-le-feu annoncé à Luanda n'est pas précisé. Aucune consultation formelle de toutes les parties n'a été rendue publique avant l'annonce de la date. Pendant ce temps, les combats se poursuivent, notamment dans le Sud-Kivu, ce qui interroge sur la mise en œuvre effective de cette nouvelle tentative de cessez-le-feu. (RFI)

Jeu

La RDC et 4 autres pays africains veulent se doter de postes frontaliers à arrêt unique. Pour le ministre congolais Julien Paluku Kahongya, cette initiative, lancée en marge du 39^e Sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, permettra de diminuer les coûts de transport et de rendre les produits plus compétitifs. « Après la réunion d'Addis-Abeba, nous nous retrouvons encore une fois ici à Dubaï avec nos homologues du Mozambique, de la Zambie, du Zimbabwe et du Botswana, autour du Secrétaire général de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), ainsi que de notre partenaire DP World, pour poursuivre les réflexions entamées à Addis-Abeba. Il s'agit de la construction de postes frontaliers à arrêt unique entre nos pays, afin de fluidifier les échanges et de mettre fin aux longues files de véhicules qui s'accumulaient à nos frontières, pour laisser place à plus de célérité », a-t-il déclaré. Les cinq pays ont également échangé sur le modèle de financement de ces infrastructures. De son côté, le Secrétaire général de la ZLECAF, a souligné que cette initiative s'inscrit dans l'accélération de la mise en œuvre effective de la Zone de libre-échange continentale africaine, dans le but de promouvoir davantage le commerce intra-africain.

L'évêque de Goma Willy Ngumbi appelle à la solidarité pour les enfants atteints de cancer, à l'occasion de la Journée internationale du cancer pédiatrique. Cette initiative, portée par l'organisation Wema Healthcare Initiative, vise à financer la prise en charge médicale des enfants malades, dont les coûts de traitement restent inaccessibles pour de



nombreuses familles. Le cancer pédiatrique est une réalité douloureuse au Nord-Kivu, où l'accès aux soins spécialisés constitue un défi majeur, selon des sources médicales. « Le cancer peut se soigner, mais cela demande des moyens. Cela coûte cher : au moins quatre mille cinq cents dollars par enfant. C'est l'union qui fait la force, j'appelle chacun à regarder ce qu'il peut donner », a plaidé Monseigneur Willy Ngumbi. **L'hôpital « La Charité Maternelle » en première ligne.** Depuis plusieurs années, l'organisation Wema a mis en place une unité d'oncologie pédiatrique au sein de l'hôpital La Charité Maternelle de Goma. Cependant, cette structure fait face à d'importantes difficultés : manque de matériel spécialisé pour le diagnostic et le suivi ; déficit financier pour la prise en charge des enfants issus de familles vulnérables ; besoin de médicaments spécifiques pour la chimiothérapie.

Les violences contre les enfants explosent dans l'Est de la RDC, alerte l'Initiative Eminent Mwanda. S'appuyant sur ses enquêtes menées entre octobre 2025 et janvier 2026, l'ASBL « Initiative Eminent Mwanda » affirme que les violations graves des droits de l'enfant ont connu une hausse inquiétante en raison de la persistance des conflits armés. Les violences sexuelles ont plus que doublé et le nombre d'enfants victimes a triplé sur la période étudiée. Les enlèvements ont été multipliés par six, les meurtres et mutilations par sept, tandis que les attaques contre les écoles et les hôpitaux ont été multipliées par douze. Plus de 1 100 enfants non accompagnés ont été identifiés dans les provinces du Nord et Sud-Kivu, illustrant l'ampleur de la vulnérabilité des mineurs dans cette région en proie à l'insécurité.

Djugu : l'accès humanitaire fortement limité à Bule et ses environs où plus de 78 500 déplacés, ainsi que les communautés hôtes, font face à des besoins multisectoriels. Selon les résultats d'une évaluation rapide multisectorielle menée en janvier, les besoins les plus critiques concernent l'assistance alimentaire, l'éducation, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, ainsi que les abris" précise l'aperçu d'OCHA du mois de janvier rendu public le 17 février 2026. L'utilisation d'infrastructures scolaires comme des abris d'urgence continue de compromettre l'accès à l'éducation. Plus de 60 établissements demeurent non fonctionnels depuis décembre 2025, privant plus de 24 000 enfants d'enseignement. L'Agence onusienne précise qu'en janvier 2026, une accalmie relative a été observée dans les territoires de Mahagi et d'Aru. Toutefois, depuis décembre 2025, environ 37 000 personnes déplacées en provenance de Djugu ont été accueillies dans les zones de santé de Logo, Rimba et Kambala, dans le territoire de Mahagi, principalement au sein de familles d'accueil. Cette situation exerce une pression accrue sur des services sociaux déjà limités. Par ailleurs, plusieurs incidents de protection, notamment des arrestations arbitraires, des amendes illégales, des vols et des enlèvements, ont été signalés dans les zones de santé de Logo et de Kambala. Le 21 janvier, au moins dix enfants auraient été enlevés par des éléments d'un groupe armé dans l'aire de santé de Rabu. À ces difficultés s'ajoutent des épidémies, notamment la rougeole et le Mpox, ainsi que les dégâts causés par des catastrophes naturelles. (Actualité.CD)

Au moins 24 braquages armés et 13 morts en 4 mois sur l'axe Kiwanja-Kanyabayonga. Les assaillants ne se limitent plus aux véhicules de transport. Des conducteurs de moto-taxis et leurs clients sont également victimes d'attaques successives dans la même zone. Bien que les auteurs de ces actes ne soient pas formellement identifiés, des témoins rapportent la présence d'hommes armés, portant parfois des uniformes militaires. L'insécurité sur ces axes routiers menace non seulement la circulation des personnes et des biens, mais compromet également l'acheminement de l'aide médicale et humanitaire vers des zones déjà fragilisées par le conflit, déplore la société civile.

L'Hôpital général d'Oicha peine à fonctionner faute de matériel. Entouré de quatre sites de déplacés, cette institution médicale est le seul recours pour des malades vulnérables et des femmes enceintes qui, pour la plupart, n'ont aucun moyen de régler leurs factures médicales, affirme l'administrateur gestionnaire de l'hôpital. La situation à la maternité est particulièrement alarmante. Le flux constant de femmes déplacées a fait exploser les statistiques de l'établissement, dépassant largement ses capacités d'accueil initiales. « Aujourd'hui, nous enregistrons une moyenne de 500 accouchements par mois ». À l'absence de raccordement électrique, l'hôpital dépend exclusivement d'un groupe électrogène. L'hôpital vit de l'autofinancement, mais les charges surpassent désormais les recettes, Face à ce tableau sombre, les responsables lancent un cri de détresse aux autorités provinciales et aux partenaires humanitaires.

Vendredi 20 février.

Est de la RDC: la mise en œuvre du mécanisme de cessez-le-feu confrontée également aux difficultés financières de la CIRGL. La Conférence internationale sur la région des Grands Lacs est chargée de surveiller le respect du cessez-le-feu, d'enquêter sur toute violation présumée et de prendre les mesures nécessaires auprès des parties pour prévenir de nouveaux incidents. Il encadre aussi l'interaction du mécanisme avec les structures de surveillance convenues à Doha. Le dispositif prévoit une composition paritaire, avec trois représentants du gouvernement congolais et trois de l'AFC/M23. Des représentants de l'Union africaine, du Qatar et des États-Unis pourront intervenir comme observateurs. La vérification conjointe sera menée par une équipe nommée par le commandant du mécanisme, le général de brigade zambien Charles Simuyuni Nakeempa, avec un nombre égal de représentants des parties. Cependant,



la question des moyens financiers demeure un enjeu majeur. La CIRGL fait face à un déficit de liquidités lié notamment aux retards de contributions des États membres, au point d'éprouver des difficultés à assurer le paiement de son personnel. (**Actualité.CD**)

La CENI remet le fichier électoral 2022 à l'Office national pour l'identification de la population. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a officiellement transmis, le 19 février à Kinshasa, le fichier électoral de 2022 à l'Office national pour l'identification de la population (ONIP). Cette cérémonie, présidée par le ministre de l'Intérieur, marque une étape clé vers la constitution du fichier général de la population congolaise. Pour ministre de l'Intérieur, la consolidation de ce fichier constitue « la colonne vertébrale » de plusieurs politiques publiques majeures : délivrance de la carte d'identité nationale, lutte contre la fraude et la criminalité, contrôle des flux migratoires, ainsi que planification sanitaire et éducative. Avec cette remise officielle, les autorités franchissent une étape décisive vers la mise en place d'un système d'identification nationale intégré, présenté comme un levier central de modernisation de l'État.

La Police nationale congolaise dotée de matériel informatique par la Monusco à Beni. La dotation comprend des ordinateurs portables, des ordinateurs de bureau ainsi que des imprimantes. « L'appui d'aujourd'hui en matériels informatiques vise à renforcer les capacités de la Police nationale congolaise pour la bonne exécution de ses activités quotidiennes. Les personnels ont besoin non seulement de formations, mais aussi d'équipements pour mettre en pratique ce qu'ils ont appris ». Dans la région de Beni, la police de la Monusco appuie également la PNC à travers plusieurs sessions de formation destinées à renforcer ses capacités opérationnelles et à améliorer la protection des civils.

L'entreprise publique Gécamines va commercialiser une partie du cuivre extrait dans le sud du pays. C'est une nouveauté en RDC. Le pays va désormais directement commercialiser le cuivre extrait de son sous-sol. L'entreprise publique congolaise spécialisée dans les carrières et les mines (Gécamines) a conclu un accord avec le Glencore, entreprise anglo-suisse de négoce, courtage et d'extraction de matières premières qui exploite la mine de Kamoto, située près de Kolwezi, dans le sud du pays. La Gécamines a négocié les droits de commercialisation d'une bonne partie de la production de Kamoto, tout en créant une filiale de trading, la Kamoto Copper Company (KCC). Elle a d'ailleurs formalisé en janvier, avec un minier chinois, sa première opération de 100 000 tonnes de cuivre qui seront exportées aux États-Unis. Car c'est bien là l'objectif : Washington cherche à sécuriser son approvisionnement en minerai critique et aide au financement de cette entrée de Kinshasa dans la commercialisation de ses matières premières. Les États-Unis, véritable aspirateur à cuivre en ce moment, stockent du métal rouge, les cours ayant d'ailleurs augmenté de 40% l'année dernière. La RDC réalise donc une belle opération pour accroître le contrôle de ses ressources. Elle a, dans le même temps, accepté de céder des terres supplémentaires à la filiale de Glencore sur la mine de Kamoto, ce qui permettra à l'entreprise d'atteindre une production annuelle de 300 000 tonnes de cuivre contre 190 000 actuellement. (**RFI**)

Aéroport de Goma : l'AFC/M23 se dit finalement prête à discuter. Corneille Nangaa a voulu corriger une image, celle d'un mouvement accusé de bloquer la réouverture de l'aéroport international, infrastructure stratégique fermée depuis l'occupation de la ville par l'AFC/M23 fin janvier 2025. Devant la commissaire européenne Hadja Lahbib, puis face à la presse, le coordonnateur politique de la rébellion a assuré que les « premiers demandeurs » de la réouverture étaient les autorités présentes à Goma, c'est-à-dire son mouvement. Si l'aéroport reste fermé, a-t-il expliqué, c'est en raison de « contraintes d'ordre sécuritaire, technique et surtout administrative ». Il a regretté que les partenaires internationaux « aient toujours toqué à la mauvaise porte », en s'adressant à Paris, à Kinshasa ou en évoquant Kigali, alors que, selon lui, les « autorités gardiennes » du site se trouvent à Goma. Signe d'une inflexion, l'AFC/M23 dit désormais accepter « le principe » de discussions sur le processus d'ouverture, « en tenant compte des contraintes » liées à l'espace qu'il contrôle. L'ouverture annoncée par Corneille Nangaa à des « discussions » constitue moins une réouverture effective qu'un déplacement du débat vers la reconnaissance implicite de l'AFC/M23 comme interlocuteur incontournable sur le terrain. Reste à savoir si cette acceptation de principe se traduira par des avancées concrètes, alors que les médiations qatarie et américaine cherchent à consolider, sur le papier, un processus de paix encore fragile. (**Actualité.CD**)

Samedi 21 février.

Les FARDC accusent l'AFC/M23 et l'armée rwandaise de violer le cessez-le-feu dans l'Est de la RDC. Ces incursions armées ont eu lieu moins de 24 h après l'heure fixée pour le début du cessez-le-feu, torpillant ainsi les efforts diplomatiques du président angolais João Lourenço. Le communiqué de l'armée détaille plusieurs zones de combats où les forces spéciales rwandaises et leurs alliés auraient lancé des assauts les 18 et 19 février : Nord-Kivu : Des attaques ont été signalées à Ihula (territoire de Walikale) ainsi que sur plusieurs collines stratégiques du territoire de Rutshuru. Sud-Kivu : Les hostilités ont touché les hauts plateaux de Fizi et d'Uvira, dans les villages de Mikenge et Kalonge. Outre les affrontements militaires, les FARDC déplorent des exactions contre les populations civiles dans le Sud-Kivu.



Dans les localités de Kahungwe, Kanga et Lugeje, le communiqué fait état de quatre maisons incendiées. Un drame humain a également été rapporté à Kalonge, où un jeune homme de 18 ans a été froidement abattu à son domicile par les assaillants.

Malgré ces attaques qu'elles qualifient de « manœuvres visant à saboter le processus de paix », les FARDC déclarent maintenir leur position défensive. L'état-major général réaffirme l'engagement de la RDC à respecter le cessez-le-feu, tout en prévenant que l'armée ne restera pas sans réaction si les attaques contre ses positions et les populations persistent. L'objectif, souligne le communiqué, demeure la facilitation du retour à une paix durable dans la région des Grands Lacs.

Des femmes leaders de Goma outillées pour devenir actrices de paix et d'autonomisation. Elles ont clôturé pour ce faire, le 19 février, un atelier de formation de deux jours axés sur le genre, le leadership et la consolidation de la paix. Organisée par l'ONG Voice of Kivu Women, en partenariat avec la Section Genre de la Monusco, cette session visait à transformer ces leaders en formatrices capables de mobiliser leurs pairs dans une région meurtrie par des années de conflit. Pour les participantes, cette formation a agi comme un déclic. L'accent a été mis sur la responsabilité individuelle et collective des femmes dans le changement social. « Cet atelier nous pousse à agir davantage. Se lamenter, c'est du gaspillage. Il vaut mieux une journée d'action qu'une année de lamentations ».

17 015 cas d'atteinte à la vie et à l'intégrité physique recensés en une année dans l'Est de la RDC (Gouvernement). Le ministre des Droits humains, précise que ces violations comprennent : 15 769 cas d'atteinte à la vie, 829 cas d'enlèvement, 417 cas de torture et autres traitements inhumains. Il a également souligné que ces violences ont entraîné environ 7 400 000 déplacés internes et externes, tout en visant les propriétés privées des populations. Le ministre a rendu hommage aux défenseurs des droits de l'homme, aux délégués des différents ministères ainsi qu'aux acteurs de la société civile qui ont contribué à la rédaction du rapport. Il a salué leur courage, affirmant qu'ils ont « bravé la peur » pour accomplir ce travail. Pour sa part, la Première ministre Judith Suminwa a exprimé sa satisfaction quant à la publication de ce rapport sur la situation des droits humains dans l'Est de la RDC. Elle a rappelé que la RDC mène actuellement un plaidoyer pour la reconnaissance des génocides commis par le Rwanda, notamment dans l'Est du territoire national. Selon elle, ce rapport constitue un outil stratégique et juridique majeur pour soutenir les démarches diplomatiques et judiciaires engagées par le Gouvernement congolais.

Face à Aimé Boji, les habitants de Beni réclament la fin de l'état de siège et une attention accrue sur la menace ADF. Le président de l'Assemblée nationale, a échangé le 20 février avec les représentants de plusieurs structures associatives locales. Cette rencontre avait pour objectif de recueillir les attentes et recommandations des habitants d'une région meurtrie depuis des années par les massacres et les attaques répétées de groupes armés. Parmi les principales préoccupations exprimées par les participants figure la levée de l'état de siège, instauré dans le Nord-Kivu et en Ituri depuis bientôt quatre ans. Selon eux, ce régime exceptionnel n'a pas permis d'atteindre ses objectifs sécuritaires. Des dizaines de civils continuent d'être tués chaque semaine par les rebelles ADF, ont-ils dénoncé. Plusieurs villages du territoire provincial se vident de leurs habitants, qui fuient les exactions. D'autres vivent dans la peur permanente, incapables d'accéder à leurs champs situés dans les zones forestières en raison de l'insécurité. Les jeunes de Beni ont également critiqué ce qu'ils considèrent comme un déséquilibre dans la gestion des crises sécuritaires à l'Est du pays. Pour eux, « la question des ADF doit être sur la table de décision comme celle du M23. À Washington, à Doha, on parle du M23. Mais malheureusement nos décideurs, ceux qui sont censés nous protéger, ne parlent plus des ADF ». **Les priorités de développement également mises en avant.** Au-delà de la sécurité, les acteurs locaux ont rappelé l'urgence d'accélérer les projets de développement dans la région. Le président de la société civile du Nord-Kivu, John Banyene, insiste sur la nécessité d'un suivi rigoureux : « notamment l'asphaltage de la route Kasindi-Beni-Butembo et la finalisation des travaux de réhabilitation de l'aéroport de Mavivi. Nous avons aussi insisté sur l'allègement des charges fiscales pour les opérateurs économiques, les agriculteurs et les commerçants ».

RDC: opposants, artistes, militants et avocats dénoncent des arrestations abusives et arbitraires. Réunis au sein du Front de lutte contre les arrestations abusives et arbitraires (FLAAR), ils annoncent des actions de monitoring, de plaidoyer et de mobilisation contre ce qu'ils considèrent comme des dérives du pouvoir. Ces arrestations « ne sont plus des faits isolés mais des méthodes », tonne l'opposant Ados Ndombasi devant la presse. Il dénonce des interpellations en dehors des heures conventionnelles, sans mandat ainsi que des détentions de plusieurs mois sans motifs connus. Cela s'accompagne de tortures, de traitements inhumains et dégradants, des méthodes pour faire taire les voix critiques, selon le Front : « Face à ces dérives inquiétantes, notre démarche n'est ni insurrectionnelle ni partisane. Nous combattons des pratiques, un système qui est installé. Nous exigeons un État de droit. Le FLAAR se veut un rempart contre l'arbitraire et un instrument de vigilance démocratique ». De son côté, le Mouvement des Congolais révoltés affirme : « Nous aurons des manifestations dans les rues de Kinshasa, des marches et des sit-in pour dénoncer toutes ces arrestations. La plateforme va devoir saisir le corps diplomatique. Nous voulons étaler l'injustice et nous allons saisir les instances



judiciaires. » Le Cadre de concertation, réagit au silence des ONG des droits de l'homme devenues aphones, depuis quelques années : « De moins en moins, les ONG et les mouvements que nous avons connus qui dénonçaient hier, aujourd'hui - pour la plupart - se sont tus. Nous sommes vraiment dans une démarche citoyenne qui veut protéger les libertés individuelles qui sont piétinées, alors qu'elles sont véritablement garanties par notre Constitution. » Un numéro vert est annoncé pour recevoir les dénonciations et les documenter. (RFI)

Dimanche 22 février.

Neuf centres de santé et maternités réhabilités à Drodoro et Bambo. L'ONG internationale humanitaire française Action contre la Faim (ACF) a réhabilité et équipé neuf centres de santé ainsi que sept maternités dans les zones de Drodoro, en Ituri, et de Bambo, au Nord-Kivu. Au cours d'une conférence de presse organisée le 21 février à Kinshasa, la Chambre de commerce et d'industrie franco-congolaise et ses partenaires ont indiqué que cette initiative vise à soutenir la santé maternelle et infantile, ainsi que les populations vulnérables. Les fonds, estimés à 25 810 USD, ont été mobilisés par la Chambre de commerce et d'industrie franco-congolaise, ses sponsors et ses partenaires, au cours d'un dîner de gala organisé à Kinshasa. « Concrètement, réhabiliter les centres de santé et les maternités permet d'assurer un accès plus sûr et plus digne aux soins pour les populations vivant à Bambo. Cela représente au moins 13 000 consultations mensuelles pour les mères et les enfants de cette zone ».

Subvention de 71 PME dans le cadre du projet TRANSFORME à Bunia. Ces entreprises ont été sélectionnées après une évaluation de leurs activités, portant notamment sur leur impact social, leur capacité d'innovation et leur contribution au développement local. Selon les responsables du programme, chacune d'elles pourra recevoir en moyenne 55 000 USD. Ces fonds serviront principalement à l'acquisition d'équipements et de moyens de production. Un accompagnement technique est également prévu pour soutenir leur croissance, a indiqué le chargé de communication du projet Transforme. En plus de l'appui financier, ces PME bénéficieront également de l'accompagnement de banques commerciales pour l'acquisition de leur matériel de production. Parmi les principaux défis à relever pour garantir la réussite de ces entreprises figure la restauration de la paix dans l'ensemble de la province de l'Ituri, une responsabilité qui revient à l'État congolais.

RDC: après une alerte du FMI, Félix Tshisekedi lance un audit sur la rémunération des fonctionnaires. Objectif : garantir la soutenabilité des finances publiques et sécuriser le paiement régulier des agents et fonctionnaires. Cet audit devra permettre d'identifier les écarts entre les effectifs prévus dans le budget de l'État et ceux qui sont effectivement rémunérés. Ces dernières années, l'engagement de nouveaux fonctionnaires sans tenir compte des effectifs déjà engagés, ainsi que des augmentations salariales sans mécanismes de contrôle a alourdi l'enveloppe salariale, mettant sous tension la trésorerie de l'État. Selon le compte-rendu du conseil des ministres, ces déséquilibres exposent le système de paie à des perturbations susceptibles d'affecter la stabilité sociale, notamment en cas de retards de paie. Le chef de l'État assure que cette opération ne vise pas à pénaliser les agents régulièrement engagés. Il s'agit de garantir que chaque rémunération corresponde à un droit légitime et à un service effectivement rendu, tout en sécurisant durablement les paiements. (RFI)

Plus de 100 personnes portées disparues après un bouclage des rebelles à Rutshuru. Selon des sources locales, ces personnes ont été interpellées puis embarquées vers une destination inconnue. Ces mêmes sources indiquent qu'elles sont accusées de collaboration présumée avec les combattants Wazalendo ou les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR). Selon plusieurs témoignages locaux, les rebelles de l'AFC/M23 utiliseraient les FDLR et certains Wazalendo ralliés à leur mouvement pour identifier et trier les personnes jugées « suspectes ».

Au moins 50 miliciens Chini ya Tuna adhèrent au P-DDRCS à Balingani. Cette adhésion est le résultat d'une campagne de sensibilisation menée conjointement par le Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRC-S), la Monusco et les autorités coutumières locales. Les miliciens ont remis 5 armes à feu, 600 munitions, ainsi que plusieurs armes blanches. Après leur identification par les services du P-DDRC-S, ils ont reçu des cartes de démobilisation avant de regagner leurs localités d'origine, où ils bénéficieront de programmes de réinsertion dans les domaines de leur choix : agriculture, menuiserie, mécanique, entre autres. Ces anciens combattants se sont engagés à sensibiliser leurs anciens compagnons d'armes afin qu'ils rejoignent, le processus de désarmement.

Judith Suminwa séjourne à Kisantu pour lancer les travaux de construction des Cliniques de l'Université Kongo. L'événement, largement annoncé par les médias locaux et nationaux, a suscité une forte mobilisation populaire, rarement observée dans cette partie du pays. La Cheffe du Gouvernement reconnaît que de nombreux défis restent à relever dans cette contrée. Le projet porté par l'Université Kongo prévoit la construction d'une polyclinique



universitaire de 3 000 lits, dotée de l'ensemble des services médicaux nécessaires pour répondre aux besoins sanitaires de la population. Ce complexe constituera également un cadre optimal de formation et de recherche pour les étudiants en médecine. Le coût global des travaux est estimé à 6,7 millions USD, auxquels s'ajoutent 2,5 millions USD pour l'acquisition des équipements médicaux. Les travaux du premier module devraient durer un an et six mois.

Lundi 23 février.

La ville de Beni accueille le Forum sur les causes et conséquences de la rébellion des ADF. Prévues pour trois jours à l'initiative du gouverneur, ces assises réunissent les autorités à tous les niveaux, les partenaires régionaux et internationaux, la société civile, les leaders communautaires, ainsi que des experts, des jeunes et des femmes. Des représentants de la Monusco, du gouvernement ougandais et de certaines ambassades européennes accréditées en RDC prennent part à cette rencontre. Premier du genre aux niveaux provincial et national, ce forum doit examiner en profondeur la violence ADF et proposer des stratégies concertées pour leur neutralisation définitive. Depuis 2013, les rebelles ADF auraient causé la mort de 13 000 à 18 000 civils dans le Nord-Kivu et en Ituri, selon des sources de la société civile et des organisations de défense des droits de l'homme. La région est également confrontée à plusieurs cas d'enlèvements et d'attaques ayant entraîné l'incendie de véhicules de transport, de maisons et de structures sanitaires. Des milliers de civils ont été contraints de fuir leurs milieux pour se mettre à l'abri de l'activisme de ces hommes armés. Pourtant, depuis treize ans, plusieurs opérations militaires des Fardc, parfois conjointes avec la Monusco, ont été menées. Depuis quatre ans, d'autres opérations sont conduites avec l'armée ougandaise (UPDF). Malgré ces efforts, la menace des ADF persiste, renforcée par leur allégeance au groupe terroriste de l'État islamique.

De violents combats signalés entre l'armée et les combattants Twirwaneho au Sud-Kivu. Il s'agit « de l'un des épisodes les plus violents enregistrés dans la zone depuis le début de l'année », selon plusieurs sources locales. En première ligne, les Fardc, soutenues par des unités de l'armée burundaise et une coalition de miliciens Wazalendo, bénéficieraient d'un appui aérien important, notamment des drones d'attaque. Face à cette offensive, la milice locale Twirwaneho, alliée au mouvement politico-militaire AFC/M23, a reculé sur plusieurs positions au cours de la dernière semaine. Conséquence de ces combats : plus de 200 000 civils ont fui la zone depuis le début du mois de février, selon la société civile de Fizi et des sources humanitaires. La grande majorité aurait trouvé refuge dans le territoire de Fizi. Des dizaines de maisons civiles auraient été détruites par des bombardements aériens dans cette zone majoritairement habitée par la communauté Banyamulenge. Des structures sanitaires, des écoles et des marchés ont également été contraints de fermer en raison des affrontements. D'autres affrontements ont été signalés le 22 février entre l'armée congolaise, appuyée par les milices Wazalendo, et l'AFC/M23 dans le territoire de Masisi, au Nord-Kivu. Des centaines d'habitants ont fui vers Kibabi et Ngungu à la suite de l'offensive de l'armée. Celle-ci aurait permis aux FARDC de prendre le contrôle du chef-lieu du secteur de Katoyi, situé à une centaine de kilomètres à l'ouest de Goma. (RFI)

Début de l'atelier sur la modernisation du processus de gestion de l'Examen d'Etat. Selon le vice-ministre de l'Éducation nationale, ce forum s'inscrit dans la dynamique de mise en œuvre du plan quinquennal du système éducatif 2024-2029, lequel accorde une place importante à l'intégration des technologies de l'information et de la communication. Il estime que la digitalisation de l'Examen d'État représente un levier incontournable pour garantir la transparence, la fiabilité et la rapidité dans le traitement des données. De son côté, l'inspecteur général de l'Éducation souligne que cet atelier traduit l'engagement continu du Gouvernement à améliorer l'organisation des épreuves certificatives nationales, notamment l'Examen d'État, qui consacre la fin du cycle secondaire en RDC. Cette approche permettra également de minimiser les erreurs humaines, de renforcer la traçabilité et la sécurité des informations, tout en améliorant la coordination entre les différentes instances impliquées dans la gestion de l'Examen d'État.

La RDC et le Burundi rouvrent la frontière commune de Gatumba, le 23 février. « L'ouverture de la frontière Kavimvira et Bujumbura apporte beaucoup de soulagement à la population d'Uvira, surtout aux petits commerçants transfrontaliers qui dépendent entièrement du Burundi. La fermeture de la frontière avait causé beaucoup de difficultés ». La Fédération des entreprises du Congo (FEC-Uvira) exprime à la fois satisfaction et inquiétude. « On demande au gouverneur du Sud-Kivu) de lutter contre les tracasseries, lutter contre la multiplicité des services au niveau des frontières, respecter l'ordre opérationnel aux frontières pour que seuls les services attitrés puissent opérer là-bas » a poursuivi le même opérateur.

RDC : dans un contexte de mise en œuvre du partenariat stratégique avec les États-Unis, Félix Tshisekedi procède à des réaménagements au sein du Comité de gestion de la Gécamines. Selon une série d'ordonnances, Baraka Kabemba, l'ancien directeur de cabinet d'audit financier chez Ernst & Young Consulting, a été nommé Directeur général, en remplacement de Placide Nkala Basadila. Me Ngele Masudi Deogratias, ancien ministre de la Justice et ancien secrétaire général de la Générale des Carrières et des Mines (Gecamines), a été nommé Président du



Conseil d'administration de cette entreprise publique. Jack Masangu Amwanza est reconduit au poste de DGA. Ces nouvelles mises en place au sein de cette entreprise stratégique de la RDC interviennent dans un contexte marqué par la mise en œuvre de l'Accord de partenariat stratégique entre la RDC et les États-Unis. Elles sont perçues dans l'opinion publique comme une volonté du président Félix Tshisekedi de renforcer davantage l'application de cet accord dans l'intérêt du pays. Les personnalités intégrées au sein de ce Comité de gestion ont, de près ou de loin, été impliquées dans les négociations ayant conduit à la signature de ce partenariat, précédemment qualifié de « deal minier » entre Kinshasa et Washington. Ces nominations interviennent à la suite de la tenue, le 5 février dernier, de la première réunion du Comité de pilotage conjoint RDC-États-Unis. Cette rencontre a constitué une étape majeure dans la mise en œuvre du partenariat stratégique signé entre les deux pays. Les travaux du Comité ont permis d'examiner la première liste des actifs stratégiques présentée par la partie congolaise, connue sous l'appellation de Strategic Asset Reserve. Cette liste avait servi de base à l'élaboration d'un rapport conjoint destiné à informer le secteur privé américain des opportunités d'investissement identifiées en RDC. **(Actualité.CD)**

Mardi 24 février.

Le programme GCIEP s'attaque aux défis de l'urbanisation et de la gestion des déchets à Kinshasa. Face à une explosion démographique galopante et des défis environnementaux pressants, la ville de Kinshasa bénéficie désormais de l'appui de la coopération britannique à travers le programme GCIEP (Green City Integrated Empowerment Program). Ce projet pilote vise à transformer la capitale congolaise en une ville plus résiliente, en s'attaquant prioritairement à la gestion des déchets, à la mobilité et aux inondations. Ce projet privilégie des solutions rapides mais durables, surnommées les « Quick Wins ». Il y a 60 ans, Kinshasa ne comptait qu'environ 400 000 habitants. Aujourd'hui, avec une population dépassant les 15 millions d'âmes, la ville est confrontée à des problèmes d'urbanisation critiques. C'est dans ce contexte que le programme GCIEP intervient pour proposer des solutions structurelles. Pour le coordonnateur de la Cellule de Développement Urbain de Kinshasa (CDUK), le succès de ce programme repose sur une préparation minutieuse en amont. Les axes prioritaires du programme incluent : La gestion des déchets : repenser la collecte et le traitement. La mobilité urbaine : fluidifier les déplacements dans une ville congestionnée. L'assainissement : lutter contre les inondations récurrentes liées aux eaux pluviales et aux problèmes de drainage. Ce partenariat entre la ville de Kinshasa et le Royaume-Uni marque une étape importante vers une transition urbaine "verte", visant à améliorer la qualité de vie des Kinois.

RDC : Willy Ngoma, porte-parole militaire de l'AFC/M23 tué, lors d'une frappe de drone attribuée aux Fardc. L'attaque a eu lieu ce 24 février 2026 près de Rubaya, une mine stratégique située dans le territoire de Masisi, dans la province du Nord-Kivu. Ce décès d'un des hauts cadres du mouvement après celui de Magloire Paluku, survient dans un contexte d'intensification des combats dans l'Est de la RDC. Cette montée des hostilités fait suite au non-respect du cessez-le-feu proposé par l'Angola, à l'intensification des frappes aériennes menées par l'armée congolaise, ainsi qu'aux offensives terrestres conduites par les Wazalendo, alliés des Fardc, contre les positions de l'AFC/M23. Avant cette annonce, le numéro 2 de l'AFC/M23, a accusé Kinshasa de ne plus respecter le cessez-le-feu depuis la signature de l'Accord de partenariat stratégique avec les États-Unis d'Amérique. Willy Ngoma a été sanctionné par les USA en 2023 pour le rôle de l'AFC/M23 dans des violations graves des droits de l'homme, notamment des meurtres et des violences sexuelles contre des civils. **(Actualité.CD)**

Au moins 19 ménages victimes de cambriolages à Nkokwe, à Masisi, perpétrés dans la nuit du 22 au 23 février par des hommes armés non identifiés. Plusieurs biens de valeur ont été emportés, et certains habitants ont été légèrement blessés. Nos sources déplorent cet incident qui survient au lendemain d'une distribution d'assistance en espèces organisée à Kituva par l'Église du Christ au Congo (ECC), au profit des personnes vulnérables de la zone.

A Uvira, la Monusco et la CIRGL préparent le déploiement du Mécanisme conjoint de suivi du cessez-le-feu. « Le suivi efficace d'un cessez-le-feu vise à réduire la violence et à créer l'espace nécessaire à une solution politique durable. Contrairement au Nord-Kivu et à l'Ituri, le mandat de la Monusco au Sud-Kivu est axé sur le suivi du cessez-le-feu et n'inclut pas la Protection des civils (PoC), conformément à la Résolution 2808 (2025) », a déclaré la Représentante spéciale intérimaire du Secrétaire général de l'ONU en RDC. De son côté, le Secrétaire exécutif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), affirme : « La région des Grands Lacs dispose d'un vaste potentiel de paix et de prospérité. En nous unissant et en coopérant, nous pouvons relever les défis et créer un avenir meilleur pour tous ». Conformément à la Résolution 2808 (2025) du Conseil de sécurité, la mission onusienne a appelé qu'elle est autorisée à soutenir la mise en œuvre d'un cessez-le-feu permanent.

Plus de 3 millions USD alloués pour soutenir les ex-miliciens en Ituri. Exécuté par un consortium d'organisations- parmi lesquelles le PNUD, qui en assure le leadership, l'OIM, ONU Femmes, l'UNICEF et le BCNUDH le projet



prévoit plusieurs activités destinées à créer les conditions propices au retour de la paix dans cette province. Le projet entend collaborer avec toutes les parties prenantes. « Enfin, il faudra promouvoir un climat de cohabitation et de cohésion sociale entre les communautés d'accueil, tout en apportant un soutien aux anciens combattants des groupes armés pour leur réintégration dans leurs milieux d'origine », a déclaré Axel Kitoga.

Tensions dans l'est de la RDC: au moins trois lignes de front se réactivent. Dans l'est de la RDC, plusieurs lignes de front se sont réactivées depuis une dizaine de jours, aussi bien au Nord-Kivu qu'au Sud-Kivu. L'armée congolaise et ses alliés affrontent l'AFC/M23, soutenue par Kigali. Les deux camps s'accusent mutuellement de violations du cessez-le-feu et se renvoient la responsabilité des affrontements. Pour comprendre la séquence actuelle, il faut remonter au début du mois. L'AFC/M23 avait alors revendiqué des frappes de drones kamikazes sur Kisangani. Selon le mouvement, l'objectif était de détruire le centre de commandement des drones militaires installé à l'aéroport de Kisangani. Visiblement, ce centre n'a pas été neutralisé. Aujourd'hui, l'AFC/M23 accuse les Fardc d'avoir multiplié des attaques au Nord et au Sud-Kivu ces dix derniers jours. Le premier axe cité est la cité de Rubaya, dans le territoire de Masisi, une zone qui abrite un important gisement de coltan. Depuis lundi 23 février, des attaques aux drones y sont signalées. Le deuxième axe est la région des hauts et moyens plateaux, dans le Sud-Kivu. Là aussi, des frappes de drones s'y sont déroulées ces derniers jours. Le troisième axe, toujours au Sud-Kivu, est la cité de Kavumu, non loin de l'aéroport. Cette fois, il ne s'agit pas de drones mais d'incursions attribuées à des groupes Mai-Mai, des Wazalendo, alliés des Fardc. De leur côté, les Fardc ne revendiquent pas ces attaques. En revanche, elles accusent l'AFC/M23 d'opérations dans le territoire de Walikale, au Nord-Kivu, ainsi que dans les Hauts-Plateaux de Fizi-Uvira. (RFI)

Mercredi 25 février.

Flambée de prix des produits de première nécessité sur le marché de Kisangani. Selon une ménagère interrogée : «Au marché, il n'y a plus moyen de s'en sortir. Un gobelet de riz est passé de 1 000 à 1 400 FC. Celui de haricot, qui coûtait 1 000 FC, se vend aujourd'hui entre 1 700 et 1 800 FC. Même le savon n'est pas épargné ». Si les détaillants pointent du doigt les grossistes, ces derniers préfèrent garder le silence. Cependant, plusieurs facteurs structurels et conjoncturels expliquent cette surchauffe : L'instabilité énergétique : Les moulins et autres unités de transformation, privés de courant régulier, doivent recourir au carburant, ce qui renchérit les coûts de production. Le taux de change : La fluctuation du dollar américain par rapport au franc congolais influence directement les prix à l'importation. Le contrecoup des fêtes : La rareté habituelle de certains stocks après la période de fin d'année. Pour tenter de stabiliser la situation, la Division de l'économie compte relancer, dès la semaine prochaine, les contrôles hebdomadaires des prix sur l'ensemble de marchés de Kisangani afin de décourager la spéculation et de protéger le pouvoir d'achat de la population.

13 000 enfants à Bukavu en errance, une « bombe à retardement ». L'enquête menée par l'ASBL Bloc Citoyen Amani, entre le 5 janvier et le 10 février 2026, met en lumière les causes structurelles de ce phénomène qui ronge la capitale provinciale. Selon les chiffres publiés, la dislocation familiale est le premier facteur d'exclusion : 60 % de ces enfants sont issus de foyers divorcés. La pauvreté extrême : des familles, incapables de subvenir aux besoins primaires, voient leurs enfants se diriger vers la rue pour survivre. Les accusations de sorcellerie : des enfants sont stigmatisés et chassés de leurs foyers, trouvant refuge dans l'errance urbaine. Cette situation reste une « bombe à retardement » pour la sécurité et l'avenir de la ville, selon les enquêteurs. L'ASBL Bloc Citoyen Amani, qui plaide pour un objectif « zéro enfant dans la rue », reconnaît que le défi est immense; d'autant plus que les structures de prise en charge se font rares. La guerre a eu un impact dévastateur sur les structures d'encadrement. De nombreux centres de réinsertion et de formation professionnelle ont dû fermer leurs portes par manque de moyens ou pour des raisons de sécurité.

24 ans après sa création, Radio Okapi "diffuse une information vérifiée, vraie et fiable". Le 25 février 2002, Radio Okapi voyait le jour. Vingt-quatre ans plus tard, elle poursuit sa mission de consolider la paix en RDC. Fruit d'un partenariat entre la Fondation Hirondelle et la Mission des Nations unies en RDC, la MONUC, devenue MONUSCO, cette radio a été créée pour accompagner le processus de paix dans le pays. Elle offre en outre à ses millions d'auditeurs et d'internautes des programmes variés et diversifiés qui se penchent sur les préoccupations quotidiennes des Congolais. En cette période où la désinformation prend de l'ampleur à travers les réseaux sociaux, la Radio Okapi demeure une des sources fiables pour ne pas tomber dans le piège de fausses informations. Émettant depuis Kinshasa, elle diffuse ses programmes en français ainsi que dans les quatre langues nationales : swahili, lingala, kikongo et tshiluba.

La FEC plaide pour une application progressive du nouveau SMIG en RDC. Pour la Fédération des entreprises du Congo (FEC), si l'amélioration des conditions de vie des travailleurs est une nécessité, elle ne doit pas se faire au détriment de la survie des entreprises. Le patronat estime qu'une application immédiate et brutale du nouveau barème pourrait fragiliser de nombreux employeurs, déjà confrontés à un contexte économique difficile. « Cette politique



d'échelonnement permettra aux employeurs d'amortir non seulement la charge salariale supplémentaire, mais également de préserver le tissu industriel du pays ». De son côté, l'exécutif congolais affiche sa détermination à relever le pouvoir d'achat des travailleurs. Le gouvernement exige désormais des employeurs l'application d'un SMIG fixé à 21 500 FC par jour.

8 ans après la marche du 25 février à Kinshasa, les victimes se souviennent de Rossy Mukendi. Cette manifestation, qui visait à dire « non » à un troisième mandat de l'ancien président Joseph Kabila, avait été violemment réprimée, coûtant la vie à l'activiste Rossy Mukendi Tshimanga. Le 25 février 2018 reste une date gravée dans la mémoire collective des Congolais. À Kinshasa, comme dans plusieurs villes du pays, des milliers de chrétiens étaient descendus dans la rue à l'appel de l'Église catholique pour réclamer le respect de la Constitution. C'est dans la commune de Lemba, devant la paroisse Saint-Benoît, que Rossy Mukendi Tshimanga, jeune militant et enseignant à l'université, a été fauché par des balles réelles. Selon les conclusions du procès organisé en septembre 2018, les forces de l'ordre avaient ouvert le feu sur ce mouvement pacifique. Il est devenu, depuis, l'un des symboles de la lutte pour l'alternance démocratique en RDC

Tshisekedi à Paris, combats intenses à Masisi et mécanisme de cessez-le-feu relancé à Goma. Félix Tshisekedi et Emmanuel Macron se sont rencontrés le 25 février à l'Élysée. Outre la situation sécuritaire dans l'est de la RDC, les échanges ont porté sur la candidature de Kinshasa au secrétariat général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), selon la présidence congolaise. La France, par la voix d'Éléonore Caroit, ministre déléguée chargée de la Francophonie, s'est dite « ouverte » aux candidatures, tout en rappelant l'importance du rôle de la RDC au sein de l'organisation. Les candidatures peuvent être déposées jusqu'au 15 mai. Cette séquence ouvre une confrontation diplomatique avec le Rwanda, qui soutient la candidature de Louise Mushikiwabo pour un troisième mandat. Le choix du prochain secrétaire général interviendra lors du sommet de la Francophonie prévu les 15 et 16 novembre 2026 au Cambodge. (Actualité.CD)

Jeudi 26 février.

Est de la RDC: les autorités affirment avoir découvert deux fosses communes à Uvira. La première se trouve dans le quartier de Kiromoni, dans la commune de Kavinvira. Plusieurs corps y sont enterrés. Aucune exhumation n'a, pour l'instant, été réalisée. Un second site a été repéré au cimetière de Kavinvira, toujours selon les autorités. Il contient plusieurs dizaines de corps. À une trentaine de kilomètres d'Uvira, dans la cité de Sange, des membres de la société civile parlent également d'une fosse commune le long de la RN5, qui contiendrait une dizaine de corps. À ce stade, aucun de ces sites n'a fait l'objet d'une enquête indépendante. En janvier, Human Rights Watch (HRW) affirmait que lors du contrôle d'Uvira par l'AFC/M23, des combattants avaient menacé et harcelé des personnes considérées comme opposées au groupe armé. L'organisation évoquait même des cas de meurtres, de disparitions forcées et de recrutement forcé. Une source onusienne citée par l'ONG faisait état d'une dizaine de personnes tuées. Des accusations que l'AFC/M23 avait rejetées en bloc. Reste désormais à savoir si une enquête indépendante sera ouverte et si la Monusco et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), actuellement déployée dans la zone, mentionnera ces éléments dans son rapport. Cela alors qu'un mécanisme de suivi du cessez-le-feu doit être mis en place. (RFI)

Le Gouvernement veut accélérer la restauration de l'autorité de l'État à Uvira. « Nous avons tenu un conseil de sécurité élargi ici dans la ville d'Uvira. Nous sommes dans une mission gouvernementale avec pour objectif principal de faire le suivi des initiatives de la restauration de l'autorité de l'État. Nous avons eu des discussions avec le gouverneur de la province du Sud-Kivu. Cela va nous permettre de rentrer à Kinshasa et de faire un rapport assez détaillé pour que, dans la suite, nous puissions, à travers le gouvernement, prendre en charge tous les besoins pour cette première étape », selon le vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur, Jacquemain Shaban. **Retour de réfugiés.** Dans la même journée, une délégation officielle a été dépêchée à Uvira, chef-lieu provisoire du Sud-Kivu, afin d'évaluer la situation sur le terrain en vue du retour des réfugiés, qui se trouvent surtout au Burundi voisin. Ces derniers avaient quitté le pays lors de l'occupation de la ville par la rébellion de l'AFC-M23, soutenue par le Rwanda. Au cours de cette mission, Jacquemain Shabani a également procédé à la réouverture officielle de la frontière entre la RDC et le Burundi, en présence de la ministre des Affaires sociales, Action humanitaire et Solidarité, Ève Bazaiba.

20 ans de la Constitution de la RDC : Union sacrée et Opposition divisées sur sa révision. Ce bras de fer a été observé lors d'un colloque scientifique ouvert le 25 février au Pullman Kinshasa à l'initiative de la Fondation Konrad Adenauer.

A l'occasion de 20 ans de la Constitution actuelle, acteurs politiques et experts se sont réunis pour un débat contradictoire sur les forces et les faiblesses de cette loi fondamentale dans un climat de vives tensions entre majorité et opposition. André Mbata, député national et cadre de l'UDPS, a ouvert le débat : «Aucune Constitution n'est immuable



», a-t-il martelé, rappelant que l'évolution de la société peut justifier des ajustements structurels pour améliorer la gouvernance. Face aux velléités de révision portées par certains cadres de la majorité, l'opposition a exprimé son scepticisme, pointant du doigt les problèmes de gestion plutôt que les textes juridiques. Le secrétaire général de l'ECiDé, a vivement réagi : «Quelle est la disposition constitutionnelle qui empêche aujourd'hui le gouvernement d'améliorer les conditions de vie des Congolais ? », s'est-il interrogé, estimant que la priorité devrait être la réponse aux besoins sociaux de base. Le colloque a toutefois été marqué par un coup de théâtre. Les représentants de plusieurs plateformes de l'opposition, notamment le FCC, Ensemble pour la République et le LGD, ont brusquement quitté la salle. Ces derniers ont justifié leur retrait en reprochant aux organisateurs l'absence de véritables « décideurs » et de garanties sur l'impact réel de ce débat scientifique sur les futures décisions politiques. Malgré ce départ précipité, les travaux se sont poursuivis avec les experts universitaires et les cadres de l'Union Sacrée, laissant planer l'ombre d'un débat national de plus en plus polarisé sur la question du changement constitutionnel.

A Genève, le ministre des Droits humains appelle à des sanctions contre le Rwanda. Le ministre des Droits humains a insisté sur le fait que le silence de la communauté internationale, dans le cas de la RDC, n'est pas synonyme de neutralité mais de complicité. Il a accusé le Rwanda et ses supplétifs de l'AFC/M23 d'avoir pris en otage 30 000 exploitants artisanaux à Rubaya, auxquels ils imposeraient une production individuelle de 3 kg de coltan par jour. A cette occasion, le ministre des Droits humains a également présenté aux médias internationaux accrédités aux Nations unies le rapport publié le week-end dernier à Kinshasa par son ministère, portant sur les exactions commises par le Rwanda et ses supplétifs de l'AFC/M23 à Goma, Bukavu et dans leurs environs, qu'ils occupent depuis douze mois. Il a mis en exergue quelques chiffres marquants : une femme violée toutes les 4 minutes ; 17 015 atteintes à la vie et à l'intégrité physique ; 7 millions de déplacés forcés.

Masisi : les rebelles de l'AFC/M23 reprennent le contrôle de Kasenyi et Luke après de violents combats. La reprise de Kasenyi et Luke illustre la volatilité de la situation sécuritaire dans cette partie du territoire de Masisi, où les lignes de front restent mouvantes et imprévisibles. Des sources sécuritaires et civiles indiquent que des renforts rebelles en provenance du territoire voisin de Rutshuru auraient été déployés vers les lignes de front à Masisi. Ces mouvements de troupes auraient renforcé la capacité offensive des rebelles et facilité la reconquête de ces deux entités. Cette nouvelle évolution militaire modifie les équilibres sur le terrain et ravive les inquiétudes d'une intensification des combats dans la région. Les acteurs locaux, autorités coutumières, membres de la société civile et responsables communautaires redoutent une escalade de la violence dans cette zone déjà fragilisée par des mois d'insécurité persistante. Des mouvements de déplacement ont été observés vers des zones jugées plus sûres. **(Actualité.CD)**

Un monument érigé à Bogoro en Ituri pour honorer la mémoire des victimes des massacres de 2003. Financée par le Fonds au profit des victimes de la Cour Pénale Internationale (CPI), l'érection de cette stèle, le 24 février, se veut un symbole de résilience et un rempart contre l'oubli. « Ce monument est le témoignage de la résilience des survivants. Il rappelle que la justice ne se limite pas aux décisions judiciaires, mais qu'elle s'inscrit également dans la reconnaissance et la transmission de la mémoire », a déclaré la directrice exécutive du Fonds au profit des victimes. Le 24 février 2003 reste l'une des pages les plus sombres de l'histoire de l'Ituri. Ce jour-là, des miliciens attaquaient le village de Bogoro, commettant des massacres à grande échelle qui allaient marquer durablement le conflit interethnique dans la région.

Création d'une centrale d'achat des produits agricoles en RDC, dénommée « PROXIS-Marché Péné Péné. Avec l'appui d'un cabinet international, la Chambre de commerce, d'industrie et de services (CCIS-RDC) prévoit d'aménager cette centrale dans la périphérie de Kinshasa. « Les PROXIS-Marchés seront des marchés franchisés. Pour bénéficier de la franchise, il faut suivre une formation. C'est pourquoi nous avons prévu d'organiser, dans les semaines à venir, une mission économique d'une semaine au Maroc pour permettre à une dizaine de femmes commerçantes, ainsi qu'à quelques hommes, de se former à la création de coopératives, mais à un niveau avancé ».

Vendredi 27 février.

Air Congo déploie ses ailes sur 5 capitales africaines dès mars 2026. Le réseau régional d'Air Congo s'ouvrira en trois phases clés entre la fin du mois de mars et le début du mois d'avril 2026 : 22 mars 2026 : ouverture des lignes vers Johannesburg (Afrique du Sud) et Entebbe (Ouganda) ; 28 mars 2026 : lancement des vols à destination de Douala (Cameroun) et Cotonou (Bénin) ; 04 avril 2026 : inauguration de la desserte de Dar es Salaam (Tanzanie). Pour assurer ces nouvelles dessertes, Air Congo mise sur une flotte moderne composée d'appareils de type Airbus. La compagnie a d'ailleurs franchi une étape logistique majeure la semaine dernière avec la réception de son troisième avion.

L'économiste Lems Kamuanya préconise la culture bancaire pour lutter contre le phénomène « banque Lambert ». «Qu'on installe ce qu'on appelle des banques de proximité. Qu'on installe des institutions de microfinance.



La deuxième piste de solution, c'est d'arriver à éduquer la population pour qu'elle développe la culture bancaire. Et l'État doit contrôler et sanctionner ceux qui opèrent en marge de la loi. » Faut d'alternatives, de nombreuses personnes se tournent vers ce système informel lorsqu'une urgence financière survient. « Il m'arrive de recourir à la banque Lambert dans des cas d'urgence. J'avais pris 100 USD avec un intérêt de 50 %, donc je vais remettre 150 USD », témoigne un Kinois. Pour les usuriers, la « banque Lambert » est présentée comme une forme d'entraide : « Si on te prête 50 USD, après un mois tu vas rembourser 75 USD. On s'entraide. Lorsque je prête à quelqu'un, c'est pour que je gagne un petit quelque chose. Il m'aide avec mon pourcentage, moi je l'aide avec l'argent. » Selon la Banque mondiale, la RDC ne compte qu'environ 10 % de personnes disposant d'un compte bancaire, sur une population estimée à 112 millions d'habitants. Cette faible inclusion financière favorise le recours massif aux services informels tels que la « banque Lambert ».

Francophonie: la RDC va présenter la candidature de l'ex-ministre Juliana Lumumba à la tête de l'OIF. « S'appeler Lumumba, c'est d'abord en être digne et se soumettre à un devoir de responsabilité », disait-elle en 2019. Aujourd'hui, Juliana Lumumba, 71 ans, veut porter cette responsabilité à la tête de l'OIF. Kinshasa a présenté la candidature de Juliana Amato Lumumba. Cette dernière est la fille de Patrice Lumumba, premier Premier ministre du Congo-Kinshasa et grande figure de l'indépendance. Elle est diplômée de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) en France. Et elle a été journaliste pendant une dizaine d'années, puis vice-ministre de l'Information et ministre de la Culture. Polyglotte, elle parle français, anglais, arabe, swahili, lingala, avec des notions de russe. Elle a quitté son pays à l'âge de cinq ans et a vécu dans plusieurs pays. Elle plaide pour « une francophonie des peuples ». Elle connaît également les rouages économiques du continent puisqu'elle a aussi été Secrétaire générale de l'Union des chambres de commerce africaines au Caire de 2007 à 2015. Son nom a été retenu au terme de consultations accélérées ces dernières semaines. Cette candidature doit être également analysée en fonction du contexte de vives tensions diplomatiques avec le Rwanda. Car l'actuelle Secrétaire générale de l'OIF, la Rwandaise Louise Mushikiwabo, est, elle aussi, postulante pour quatre ans supplémentaires après déjà deux mandats. (RFI)

Enormes dégâts enregistrés après la pluie à Fizi, le 26 février 2026. Trois personnes ont été blessées, quinze maisons détruites ainsi que deux ponts emportés par les eaux de ruissellement. L'administrateur territorial, attribue cette catastrophe naturelle à la destruction abusive de l'écosystème et à l'abattage désordonné d'arbres et la déstabilisation du sol due aux activités d'exploitation artisanale des minerais, pratiquées en amont comme en aval des collines. Les ponts Kimbi Mabashe et Mishengele reliant la province du Sud-Kivu à celle du Maniema ont été emportés par les eaux.

L'approche « TARL » redynamise l'apprentissage dans les écoles du Plateau à Kinshasa. Ce 27 février, une délégation du ministère de l'Éducation nationale, accompagnée de l'Unicef, a évalué les progrès de cette réforme qui place le niveau réel de l'élève au centre de l'enseignement. **Apprendre selon son niveau, pas selon son âge.** Contrairement au système traditionnel, l'approche TARL regroupe les enfants selon leurs capacités réelles en lecture et en calcul, plutôt que par âge ou par classe. Cette méthode est particulièrement efficace pour les élèves ayant accumulé un retard scolaire dû à des difficultés financières ou à des crises sociales. Sur le terrain, les outils pédagogiques évoluent. À l'école primaire Maman Sifa, les enseignants utilisent désormais des projections d'images et des matériels didactiques adaptés pour stimuler la compréhension. « Auparavant, on utilisait du matériel classique. Avec cette approche, nous avons des outils précis. Nous pouvons, par exemple, faire la lecture à travers les images, ce qui facilite grandement la compréhension chez l'élève ». **Vers une généralisation de la méthode.** Depuis son lancement en octobre dernier, l'approche TARL est déjà une réalité dans 54 écoles de la province éducationnelle de Kinshasa-Plateau. Face aux résultats encourageants, le ministère de l'Éducation nationale envisage d'intensifier la formation initiale et continue des enseignants. L'objectif à terme est d'étendre cette méthodologie à un plus grand nombre d'établissements pour garantir une éducation de qualité et inclusive à tous les enfants congolais.

Samedi 28 février.

Plus de 2 100 élèves ont abandonné l'école en un an à Goma et Saké. Les statistiques publiées par l'ONG Secours aux Vulnérables (SAV) dressent un constat sans appel : entre décembre 2024 et décembre 2025, le nombre d'élèves inscrits dans les 14 écoles ciblées est passé de 9 970 à environ 7 680. Cette baisse représente un taux de déperdition de plus de 28 %. Parmi les 2 162 élèves ayant quitté les bancs de l'école, l'ONG dénombre 1 141 filles et 1 081 garçons. Selon le coordonnateur de SAV, plusieurs facteurs se conjuguent pour expliquer ce décrochage : Le coût de l'éducation : malgré les politiques de gratuité, le manque de fournitures scolaires et la réintroduction de la « prime » dans plusieurs écoles primaires de Goma pèsent lourdement sur le budget des parents. L'insécurité alimentaire : la faim est un obstacle majeur à l'apprentissage. « Un enfant qui passe deux ou trois jours sans manger ne peut pas se rendre à l'école ». La vulnérabilité sociale : plus de mille enfants encore inscrits sont actuellement identifiés comme orphelins ou hautement vulnérables, risquant à leur tour de quitter le système scolaire. L'ONG prévient que cette masse d'enfants livrés à eux-



mêmes constitue une menace pour la stabilité de la province. Le manque d'encadrement scolaire favorise la montée du banditisme urbain, les violences, ainsi que les mariages précoces et forcés. « Aujourd'hui, il suffit de marcher dans les rues pour constater le nombre croissant d'enfants qui y traînent », s'inquiète le coordonnateur de SAV. **Un système éducatif à genoux.** La situation à Goma et Saké n'est que la face visible d'une crise bien plus vaste. Selon un rapport humanitaire publié début février 2026 : Plus de 431 000 enfants sont actuellement hors du système scolaire dans l'ensemble du Nord-Kivu. 1 142 écoles demeurent fermées à travers la province en raison de l'insécurité. Face à ce tableau sombre, l'ONG SAV lance un SOS aux autorités et aux partenaires humanitaires pour une intervention d'urgence afin de financer les fournitures scolaires et de soutenir les cantines scolaires.

Violents combats entre l'AFC/M23 et les Wazalendo à Masisi. De violents affrontements opposent depuis tôt ce 28 février les rebelles de l'AFC/M23 à une coalition de combattants Wazalendo, alliés aux FARDC, dans plusieurs villages du territoire de Masisi, au Nord-Kivu. Depuis 5 heures du matin, des tirs d'armes lourdes et légères résonnent dans trois villages du secteur Osso-Banyungu. Les combattants Wazalendo auraient lancé des attaques simultanées pour tenter de reprendre ces localités récemment réoccupées par les rebelles de l'AFC/M23 au cours de la semaine. Ces nouveaux affrontements surviennent au lendemain d'autres hostilités violentes à Kinyumba et dans les périphéries de Nyabiondo, ainsi qu'à Buguri, près de Lushebere, où une position tenue par l'AFC/M23 aurait été incendiée par les Wazalendo. Des sources locales font également état d'une attaque aérienne menée par un drone militaire, qui aurait visé un convoi de l'AFC/M23 vendredi soir sur l'axe Mushaki-Rubaya. Aucun bilan officiel n'est encore disponible. Après plus de dix jours d'affrontements continus, cette partie du territoire de Masisi traverse une crise humanitaire préoccupante. Plusieurs villages se sont déjà vidés de leurs habitants, contraints de fuir les combats.

Santé : pourquoi les États-Unis investissent 1,2 milliard de dollars en RDC et ce que cela change. Première raison avancée dans la stratégie : **la sécurité sanitaire américaine.** Le document fixe pour objectif de détecter toute épidémie à potentiel pandémique "en sept jours" et de mobiliser une réponse "dans les 72 heures" pour la contenir à la source. Il souligne qu'en 2024, le continent africain a enregistré "plus de 100 flambées" épidémiques et identifie plusieurs zones d'Afrique subsaharienne comme présentant un risque élevé d'émergence de maladies infectieuses. Le memorandum d'entente (MOU) signé avec Kinshasa prévoit la mise en place d'un système national intégré de surveillance et de riposte, incluant un réseau de laboratoires capable de détecter et d'investiguer une flambée en sept jours. Pour Washington, renforcer ces capacités en RDC vise à contenir les menaces infectieuses avant qu'elles ne se propagent à l'international.

Réformer une aide jugée trop coûteuse. Deuxième justification : la réforme d'un système que la stratégie qualifie d'"inefficient and wasteful". Selon les chiffres cités, "moins de 40%" des financements d'assistance sanitaire iraient aux produits médicaux et aux soignants de première ligne, tandis que "60%" seraient absorbés par l'assistance technique, la gestion de programmes et les frais généraux. La nouvelle doctrine repose sur des accords bilatéraux pluriannuels fixant des objectifs clairs et des mécanismes de suivi des performances. Les financements futurs peuvent être conditionnés au respect de ces engagements. **Exiger un co-investissement national.** Troisième axe : mettre fin à ce que le document décrit comme une "culture of dependency". La stratégie prévoit que les pays partenaires augmentent progressivement leur propre financement de la santé. Dans le cas de la RDC, les Etats-Unis annoncent jusqu'à 900 millions de dollars d'assistance sur cinq ans, tandis que le gouvernement congolais s'engage à accroître ses dépenses nationales de santé de 300 millions de dollars sur la même période. Ce co-investissement est présenté comme un pas vers une plus grande "self-reliance" du système de santé congolais. **Renforcer une relation bilatérale stratégique.** Enfin, la stratégie présente l'aide sanitaire comme un "mécanisme stratégique" permettant de renforcer les relations bilatérales et de faire contrepoids à la Chine, "en particulier en Afrique", continent décrit comme stratégique en raison de sa croissance démographique, de la dynamique de ses économies et de ses ressources minérales critiques. L'accord avec la RDC illustre cette approche : concentrer l'aide sur des pays jugés à la fois exposés aux maladies infectieuses et importants sur le plan stratégique, tout en inscrivant le financement dans un cadre bilatéral formalisé. Selon le document de stratégie américain, l'investissement de 1,2 milliard de dollars en RDC vise à protéger les Etats-Unis contre les menaces épidémiques, à rationaliser l'aide extérieure en la rendant plus axée sur les résultats, et à encourager une plus grande autonomie financière des pays partenaires. (Actualité.CD)

15 000 enfants de Mahagi reçoivent des kits scolaires grâce à l'Unicef. Les bénéficiaires reçoivent notamment des sacs à dos, cahiers, gommages, crayons et stylos. Du matériel didactique est également distribué aux enseignants. Selon la chargée de l'éducation à l'Unicef en Ituri, le projet cible principalement les enfants déplacés par la guerre, dont 60 % sont des filles : « Comme vous le savez, nous évoluons dans un contexte très fragile marqué par de nombreux déplacements de populations. L'éducation est un droit fondamental qui doit être garanti en toute circonstance, aussi bien en période de crise qu'en temps normal ».

Le Président Tshisekedi crée un panel pour piloter la mandature congolaise à la tête de la CIRGL. Cette nouvelle structure, placée directement sous l'autorité du Chef de l'État, vise à accompagner la RDC dans l'exercice de son mandat à la tête de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), responsabilité que le pays assume depuis novembre 2025. Selon l'ordonnance présidentielle, le Panel a pour mission : d'assister le Chef de l'État dans la définition et l'orientation stratégique du mandat congolais ; de coordonner l'ensemble de l'agenda lié à la présidence de la CIRGL, incluant les priorités diplomatiques, sécuritaires et économiques ; d'assurer la cohérence et le suivi des engagements régionaux pris par la RDC dans le cadre de cette organisation. Ce dispositif institutionnel s'inscrit dans un contexte régional complexe, marqué par des défis sécuritaires persistants dans plusieurs pays du bassin des Grands Lacs, notamment en RDC où sévit un conflit armé impliquant directement son voisin le Rwanda.

En RDC, les nouveaux enjeux d'une guerre sans fin. La guerre qui continue de ravager l'Est de la RDC apparaît comme un héritage du siècle dernier, une interminable saga qui déchire le cœur de l'Afrique. Crise humanitaire, déplacement de millions de réfugiés, enlisement des médiations africaines et lassitude généralisée... Les enjeux du conflit mériteraient cependant davantage d'attention car les événements récents sont le signe d'une dangereuse escalade. En effet, ce n'est pas n'importe quelle frappe aérienne qui a visé le 24 février l'un des leaders (et porte-parole) du mouvement armé M23 : Willy Ngoma passait la nuit dans une maison proche de la ville de Rubaya, où se trouve l'une des plus importantes réserves mondiales de coltan, lorsqu'il a été tué par le bombardement d'un drone d'une si redoutable précision que l'on peut s'interroger sur l'identité du tireur. De toute évidence, cette frappe a été réalisée par des professionnels, et il y a peu de chances que ces derniers appartiennent à l'armée congolaise ou aux différents groupes de mercenaires, roumains et autres, qui combattent à ses côtés et qui ont été piteusement chassés de Goma il y a un an. Quelques jours plus tôt, début février, Kisangani, la capitale de la Province orientale riveraine du fleuve Congo et a priori inaccessible depuis les positions du M23 au Kivu, avait elle aussi subi une attaque inhabituelle : des drones, nouvelles vedettes des guerres d'aujourd'hui, avaient détruit des équipements stockés loin du front par l'armée congolaise. Selon des sources locales, ces drones auraient été actionnés depuis... la République centrafricaine, un pays où sont basés des militaires rwandais opérant dans le cadre de la Minusca, la mission des Nations unies en Centrafrique. Ces deux attaques démontrent que l'on assiste à une internationalisation de la guerre et à la démultiplication de ses protagonistes : depuis que le président congolais Félix Tshisekedi a conclu des accords miniers importants avec les États-Unis de Donald Trump, de nouveaux acteurs sont entrés en action, et le nom d'Erik Prince, le célèbre mercenaire états-unien (fondateur de Blackwater) est régulièrement cité. Dans le même temps, l'avertissement régulièrement mis en avant par le président rwandais Paul Kagame, évoquant le scénario d'une revanche des extrémistes hutus (mis en avant par Kigali pour légitimer la rébellion du M23), semble cette fois se concrétiser : Jean-Luc Habyarimana, le fils du défunt président du Rwanda Juvénal Habyarimana, a été reçu à Kinshasa et la présence sur le front de Hutus membres des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), un mouvement fondé par des responsables du génocide des Tutsi en 1994, est désormais plus que vraisemblable. À Kinshasa comme à Kigali, il ne s'agit plus seulement d'accéder à des minerais essentiels comme le cobalt, le tantale ou le coltan, de permettre l'enrichissement des élites et de contrôler des populations dont le sort indiffère. Ce qui est en jeu désormais, c'est la survie de régimes en fin de course : Kagame est au pouvoir depuis plus de trente ans tandis que son homologue congolais, qui achève son deuxième et, en principe, deuxième mandat, entend coûte que coûte prolonger son règne, à l'image d'un certain Mobutu Sese Seko qui s'éternisa au pouvoir de 1965 à 1997 grâce à la protection de Washington. Les enjeux de la guerre actuelle dépassent largement le sort de ces deux hommes : il est question de la stabilité du cœur de l'Afrique, de l'accès à ses ressources et de la compétition qui s'annonce entre la Chine et les États-Unis et l'Europe. Et c'est ce télescope d'intérêts politiques personnels et d'enjeux économiques et géopolitiques globaux qui font craindre le pire. (Afrique XXI)

